

SUISSE-PÉROU - Xstrata-Glencore : une fusion qui vaut « l'or du Pérou » et la discrétion suisse

Charles-André Udry, À l'encontre

mardi 12 juin 2012, par [Dial](#)

lundi 11 juin 2012 - [À l'encontre](#) - Début mars 2012, les deux géants Xstrata et Glencore, dont le siège se trouve dans le canton de Zoug (Suisse), fusionnent pour 69 milliards d'euros. Xstrata est le très grand opérateur minier. Glencore est la société de négoce de matières premières. La fusion s'est faite par échange d'actions représentant, alors, 90 milliards de dollars, soit, au cours du moment, 68,6 milliards d'euros.

C'est le plus important « rapprochement » dans le secteur des matières premières au cours de l'histoire post-Seconde Guerre mondiale. La position oligopolistique de ces deux partenaires leur permet d'être des acteurs contrôlant une chaîne allant de la production minière et agricole jusqu'à la commercialisation, en passant par la fixation partielle de prix de référence dans des segments vitaux de l'économie mondiale. Le choix de Zoug n'est pas dû au hasard : des impôts réduits au minimum et une liberté d'action, face à des sanctions et à des embargos, qui relève d'une « liberté de commerce » plus qu'helvétique.

De lourds parachutes dorés

Le père de Glencore, Marc Rich - réfugié fiscal des États-Unis en Suisse, ayant obtenu le passeport espagnol, puis israélien et belge -, a été amnistié par Clinton en 2001. Il avait financé généreusement sa campagne électorale. Il s'était fait une spécialité (enrichissante) de contourner les embargos pétroliers en faveur du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, ou des sanctions touchant l'Iran. Marc Rich a été très vite présent en Chine où une place était réservée pour sa voiture, avec son nom, devant le principal hôtel de Beijing. Ses successeurs - et amis et ennemis - sont faits du même bois.

Les banquiers ayant conseillé la fusion ont touché le gros lot : près de 180 millions de dollars pour JPMorgan, Deutsche Bank, Goldman Sachs, Nomura (conseils de Xstrata) et Citigroup, Morgan Stanley, Credit Suisse et BNP Paribas (conseils de Glencore). D'une part, le choix des banques fait partie de la stratégie des deux firmes qui se marient. D'autre part, les banques en profitent pour escalader les sommets du classement des banques aptes à opérer de telles fusions et acquisitions. Glencore, qui cultive le secret, était déjà entré en Bourse avec l'aide de Morgan Stanley et Citigroup.

Morgan Stanley avait, en 2003, sous la houlette de Michel Antakly, été le conseiller de Alcan (le canadien de l'aluminium) pour absorber Péchiney, anciennement dirigé par le patron des patrons français (alors le CNPF) : Jean Gandois. Un Gandois qui avait engagé la « jeune » Martine Aubry pour diriger une de ses usines modèles dans le groupe d'aluminium Péchiney.

Dans ce genre de rapprochement - une société qui fait plus de 228 milliards de chiffre d'affaires - les 73 dirigeants de Xstrata vont toucher 260 millions de dollars. Pourquoi ? Soit pour qu'ils gardent leur poste, soit comme parachute doré, car ils doivent céder leur place à des nouveaux « chefs » de Glencore.

Le directeur de Xstrata, Mick Davis, va recevoir une « prime de fidélité » pour rester au commandement jusqu'en 2015 : soit 14,9 millions par année. Il ne faut pas être mesquin. Le président de Xstrata n'a pas manqué de souligner l'importance de la transition dans une telle fusion et donc le prix à mettre pour assurer son succès.

Les poissons pilotes des Emirats du Golfe (pétroliers et place financière) ont vite pointé leur museau.

Ainsi, le Fonds souverain du Qatar (Qatar Investment Authority) est partie prenante, à hauteur de 9%, du capital de la nouvelle société « zougoise ». Disons, plus exactement, la firme ayant son site dans ce paradis des paradis fiscaux suisses : Zoug. Les sièges respectifs de Glencore et de Xstrata ne sont pas distants de plus de 3 ou 4 kilomètres, pour ceux qui connaissent « le coin ».

Humala se fujimorise, Xstrata en profite...

Mais l'exploitation des mines impose, selon la logique même du capitalisme, une exploitation féroce de la force de travail, avec des normes qui sont d'autant plus « libérales » que le pays est pauvre. Et, dans le prolongement de cette exploitation, il y a le pillage et la destruction de l'écosystème. C'est ce qui se passe au Pérou.

Un Pérou où le président Ollanta Humala, entré en fonction le 28 juillet 2011 (élu le 5 juin 2011 pour remplacer le « social-démocrate » Alan Garcia), a reçu le soutien du Prix Nobel de littérature : le libéral de droite (antérieurement stalinien) Vargas Llosa, ex-candidat malheureux à la présidence du Pérou en 1990.

La « grande transformation » prônée par Humala se fait contre les gens ; l'élection s'était faite « avec les gens ». Il va ainsi, vu sa perte de soutien au parlement, devoir faire l'alliance avec les fujimoristes, soit le clan d'Alberto Fujimori.

Ce dernier dirigea d'une main de fer le Pérou de juillet 1990 à novembre 2000. Accusé, entre autres, de corruption, il s'enfuit en 2000 au Japon. Il a été arrêté en 2005 au Chili, lors d'un « malencontreux » voyage. Il fut condamné en 2007, puis encore en 2009, non seulement pour corruption et divers délits, mais pour atteintes graves aux droits de la personne humaine (kidnappings, assassinats) dans le cadre de « la lutte contre le terrorisme ». En 2009, il fut aussi condamné pour avoir donné 15 millions de dollars à l'ex-chef de la « sécurité » - soit de la guerre de contre-insurrection d'une rare brutalité - Vladimiro Montesinos. La fille de Fujimori, Keiko, est arrivée en deuxième place, lors de l'élection présidentielle de 2011 !

Ollanta Humala a besoin d'une majorité au Congrès péruvien pour les années à venir. Il passera, dès lors, les alliances nécessaires. Mais il doit faire face à une mobilisation populaire sur divers fronts. L'un de ces fronts réside dans l'opposition à Xstrata qui pollue une région, l'eau de cette région et traite durement les mineurs. Des mineurs qui sont réprimés par l'armée et la police du « populiste indien » Humala !

Avec une certaine continuité par rapport au fujimorisme, de multiples canaux de télévision péruviens et une partie de la presse ont immédiatement caractérisé les batailles des paysans indiens pour la sauvegarde de leur « écosystème » et pour la protection de l'eau comme relevant d'un « terrorisme sendériste ».

Cette formule fait allusion au *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux) - de son vrai nom : Parti communiste du Pérou - Sentier lumineux. Une organisation dirigée, dans les années 1980 et début 1990, par Abimael Guzman Reynoso, « théoriquement et politiquement omniscient ». Il a été arrêté en septembre 1992. Condamné et emprisonné dans des conditions infrahumaines. La période d'affrontement militaire, surtout durant la période de 1989-1992, a laissé des blessures profondes au Pérou.

Donc, les accusations lancées contre les paysans indiens par les médias, avec l'assentiment de Humala - qui s'était engagé, durant la campagne électorale, à soutenir leurs revendications -, sont un signal donné pour la répression.

A Cajamarca, les mines d'or, qui utilisent beaucoup d'eau, sont situées dans les hautes montagnes surplombant la ville. La mine d'or de Yanacocha, à ciel ouvert, est la plus grande d'Amérique du Sud. Elle est contrôlée par le groupe américain Newmont.

« L'entreprise est en altitude, 3000, 3500 m, où naissent les sources, et ce qui s'y passe a une répercussion immédiate sur l'eau en contrebas », souligne un ingénieur allemand, Reinhard Seifert (AFP, 25 novembre 2011). La population de Cajamarca s'oppose fermement au nouveau projet d'or et de cuivre :

Conga.

Le consortium Yanacocha doit lancer ce projet en 2014 ; ce qui implique un investissement de 4,8 milliards de dollars. Et qui va sacrifier quatre lacs-réservoirs, pour en reconstruire quatre artificiels ! « Pour le malheur des paysans qui y vivent, cette zone d'altitude d'où provient l'eau est aussi là où se trouve l'or, disséminé en fines particules dans la roche », explique l'ingénieur. Que ce soit dans le sol ou dans le procédé d'extraction, « l'eau et l'or sont liés, et inséparables ». La pollution au mercure, propre à l'exploitation de l'or, est aussi un sujet d'affrontement entre les paysans indiens et les groupes miniers.

Xstrata fait de même : les mines du géant polluent deux rivières, à Espiniar. Nous publions ci-dessous un article publié au Pérou à ce propos. Xstrata a du métier : l'administrateur de la compagnie a, assez vite, admis qu'elle n'avait pas vraiment respecté les normes environnementales : celles qui sont écrites, insuffisantes par ailleurs, mais rarement appliquées. Comme il se doit.

Les mineurs et les paysans attendent des « dédommagements » à hauteur des « primes de fidélité » perçues par les dirigeants de Xstrata. Car, eux, savent mélanger l'or et l'air pur de Zoug.

<http://alencontre.org/suisse/xstrata-glencore-une-fusion-qui-vaut-lor-du-perou-et-la-discretion-suisse.html>